

YOUGOSLAVIE :

Derrière la sanglante réalité des mythes nationalistes s'entrevoient la crise mondiale du capital et la concurrence exacerbée entre toutes les classes de la région et au sein de chacune de celles-ci

"La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est l'atmosphère de l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas le sol français, ni anglais, ni allemand, il se trouve quelques pieds sous terre."

(K.Marx. Critique de l'économie nationale. EDI. 1975. p.81)

En novembre 1990 un rapport de la CIA (Herald Tribune du 29.11.90) prédisait la dislocation de la fédération yougoslave vers la mi-1991, celle-ci s'accompagnant de "violences ethniques et d'agitation qui conduiront à la guerre civile". Un officiel américain se permettait d'ajouter qu' "on peut déjà signer le certificat de décès". Si cette prévision s'est bien réalisée, provoquant un déséquilibre géopolitique de la région balkanique qui constitue le principal sujet d'inquiétude des différentes bourgeoisies, le communisme révolutionnaire doit dénoncer l'embrigadement nationaliste des ouvriers comme effet principal des guerres civiles bourgeoises en cours. Il importe surtout de ne pas se perdre en lamentations vides sur cet état de fait pourtant éminemment négatif pour le cours prolétarien.

Dans cette zone sismique du monde capitaliste, théâtre classique des heurts entre fractions du capital rivales et aujourd'hui encore affectée par une violente refonte du marché, la lutte classiste ne pourra ré émerger de la division actuelle du camp prolétarien qu'à la condition d'éviter aussi bien le fatalisme à la page face à l'arrogance capitaliste, que l'exhortation idéaliste de mots d'ordre universalistes et humanistes totalement déconnectés de la situation réelle de la classe. La fraternité de classe, pour ne pas demeurer une phrase creuse clamée sans guère d'écho, suppose de travailler aux conditions rendant effective l'émergence de la lutte commune contre toutes les fractions bourgeoises aux prises en Yougoslavie. Et seule la lutte contre les effets de la crise et les sacrifices de la guerre peut ré enclencher une lutte classiste.

L'étude du marché yougoslave et de son irrésistible éclatement, la caractérisation des différentes bourgeoisies locales en conflit et leurs rapports avec les entités capitalistes de l'extérieur, la situation des différentes nationalités, la détermination matérialiste des oppressions prétendues et avérées ainsi que les tactiques qu'induisent ces dernières, tout cela participe du travail de défense ouvrière contre l'hégémonie actuelle de la gangrène nationaliste à l'œuvre.

C'est en même temps dans les circonstances où la question des nationalités se pose avec autant d'acuité, que doit être réitéré l'internationalisme de principe des militants communistes.

"C'est dans ces zones de rencontre entre les peuples, dans ces zones bilingues, que l'internationalisme doit faire ses preuves, en refusant les drapeaux de toutes les patries en faveur du drapeau rouge', le drapeau unique de la révolution sociale."

(A.Bordiga. Le prolétariat et Trieste in Facteur de race et de nation dans le théorie marxiste. Ed. Prométhée. 1979. p.164)

La bourgeoisie est de son côté très consciente de cette vérité élémentaire la menaçant, qui s'est permise par la bouche d'un de ses représentants, le premier ministre yougoslave déchu Ante Markovic, de "proposer" aux ouvriers cette alternative : **"Que préférez-vous ? Etre croate, slovène ou serbe ? Ou gagner 2000 DM par mois ?"** (Libération. 19.10.90)

1. LA YUGOSLAVIE, EORGÉE DANS L'ÉCLATEMENT DE DEUX EMPIRES.

Née de l'effondrement de l'empire Austro-Hongrois à la fin de la première guerre mondiale, la Yougoslavie dépasse à l'origine l'idée de simple autonomie vis-à-vis des tutelles autrichienne et hongroise qu'envisageaient dès la moitié du XIXe siècle les bourgeoisies slovène et croate.

"En Autriche, l'Etat et la Nation sont des entités différentes. La nation surgit naturellement comme une communauté d'intérêts des classes bourgeoises. "

(Pannekoek. Lutte de classe et Nations. (1912). UGE. 1977 P. 157)

Mais la constitution du Royaume des serbes, Slovènes et croates, qui s'appuie essentiellement sur la Serbie détachée de l'empire ottoman en 1878¹, réalise surtout les objectifs très matériels de la Grande Serbie mythique. Celle-là même qui avait servi de prétexte au déclenchement de la guerre après l'assassinat le 28 juin 1914 de l'Archiduc d'Autriche et qui en sortira gagnante s'agrandissant des riches terres agricoles de Voïvodine arrachées à la Hongrie et des territoires pris à la Bulgarie et à la Bosnie. La prédominance serbe sur le royaume est étroitement liée au plus grand développement marchand et capitaliste de l'agriculture dans cette région dont une des raisons, et pas la moindre, est constituée par la grande fertilité de la terre.

D'emblée, le nouvel Etat est au cœur du casse-tête de savoir laquelle des bourgeoisies "nationales" allait diriger l'appareil politique et administratif central.

Cet Etat, issu de la crise et de la dislocation parallèle de deux empires multinationaux, héritait d'une histoire tourmentée, de traditions administratives contrastées et surtout de nombreuses petites nations à l'organisation largement tribale qui assuraient encore leur production dans un cadre d'autarcie ou par des razzias, le relief montagneux des Balkans avait préservé leurs

¹ La Serbie disposait déjà d'un statut d'autonomie depuis 1817, conquis à la suite de multiples insurrections indépendantistes. Statut d'autonomie protégé par le tsarisme russe alors que l'empire ottoman conservait une suzeraineté qu'elle devra abandonner lors du congrès de Berlin, marquant son déclin. C'est de cette époque que date la fraternité panslaviste de la Russie avec les cousins serbes et autres slaves du sud et qui sera la cible de Marx et Engels contre Bakounine. Dans la perspective révolutionnaire de l'époque la prison des peuples qu'était la Russie entravait l'unification économique des petits peuples en brandissant la bannière séparatiste du panslavisme.

"Ne nous faisons d'ailleurs pas d'illusions, chez tous les panslavistes la nationalité, c a d la nationalité imaginaire commune à tous les slaves passe avant la révolution. Les panslavistes veulent bien se rallier à la révolution à la condition qu'il leur soit permis de constituer en Etats indépendants tous les slaves sans exception et sans égards aux nécessités les plus matérielles."

(F. Engels. Le panslavisme démocratique. Nouvelle Gazette Rhénane. 15.2.1849)

particularismes exclusifs, les laissant en dehors du mouvement général d'accumulation capitaliste en Europe qui globalement était dans la phase manufacturière de développement du capital industriel.

"[La grande péninsule au Sud de la Save et du Danube]. Ce magnifique territoire a la malchance d'être habité par un conglomérat de races et de nationalités disparates sans qu'on puisse dire laquelle est la moins apte au progrès et à la civilisation. Slaves, grecs, roumains, arnautes (albanais NDLR) soit douze millions d'individus tenus sous le joug par un million de turcs."

(K.Marx. La Russie et la Turquie. New York Tribune. 7.4.1853)

Le centralisme serbe s'impose dans la nouvelle formation étatique sous l'autorité de la dynastie Karadjordjevic. A la fin du XIXeTM siècle, deux dynasties se disputent la direction de l'Etat serbe indépendant. Celle des Obrenovic au pouvoir est orientée vers l'Autriche-Hongrie qui finance la première ligne de chemins de fer en Serbie, reliant Belgrade à Vienne en 1881.

Elle dispose d'un relais politique au travers du parti libéral qui exprime les intérêts de la paysannerie riche, représentant la plus "avancée" du développement capitaliste de l'agriculture en Serbie (ouverture du marché austro-hongrois à la production agricole serbe, essentiellement l'élevage du porc)

La Serbie réalise ainsi 80% de ses échanges commerciaux avec l'Autriche-Hongrie sous la dynastie Obrenovic. Cette dernière sera défaite en 1903 par la dynastie Karadjordjevic, pro-russe (la Russie effaçant son raté balkanique de la Conférence de Berlin) et qui est soutenue par le parti radical représentant la moyenne paysannerie qui veut protéger le marché serbe de la pénétration des marchandises autrichiennes. Le résultat de ce changement de dynastie provoquera des tensions croissantes avec l'Autriche-Hongrie culminant en 1905 par la fermeture des frontières habsbourgeoises à la production agricole serbe (guerre du porc), l'annexion de la Bosnie à la double monarchie en 1908, le soutien de celle-ci aux albanais et aux comitadjis bulgares en Macédoine pendant les guerres balkaniques de 1912/1913 (refus armé de l'accès aux mers -L'Adriatique et l'Egée- qu'ambitionné traditionnellement la Serbie).

Ainsi se dessine dans "l'éternelle question d'Orient" (Marx) l'axe France-Serbie-Russie qui a longtemps persisté malgré l'évolution des régimes politiques respectifs et qui transparaît encore aujourd'hui en filigrane des enjeux impérialistes dans la région malgré les nouvelles variables géopolitiques et la nouvelle morphologie du marché régional.

Tampon entre l'empire Austro-Hongrois et l'empire Ottoman dont elle s'était affranchie et qui lui aussi s'effondre à la fin de la guerre, le royaume de Serbie se voudra le Piémont d'un royaume des slaves du sud, intégrant les deux anciennes provinces de l'empire habsbourgeois qui retrouvent leur situation de marche ouvert aux produits serbes, n'étant plus entravé par des frontières ou des barrières douanières.

Le corps d'armée du nouveau royaume est, quant à lui, majoritairement composé d'officiers serbes aguerris dans trois guerres successives, renforçant encore la prépondérance serbe sur l'Etat (maintien des Karadjordjevic).

A ce propos on rappellera que les social-démocraties slovène et croate avaient refusé de rejoindre les différents partis et groupes socialistes qui en avril 1919 avaient décidé de fusionner en un parti socialiste ouvrier yougoslave adhérent à la troisième internationale, trop attachées qu'elles étaient à la défense du Yougoslavisme à la remorque de leur propre bourgeoisie et travaillant au renforcement du nouvel Etat. Combien plus noble et révolutionnaire avait été la position du parti socialiste serbe qui avait refusé de soutenir l'effort de guerre de sa bourgeoisie, dénonçant le mythe romantique réactionnaire d'une communauté des slaves du sud comme prétexte à la guerre impérialiste.

D'ailleurs cet appel enflammé à la délivrance n'empêchait pas les serbes de Slavonie (émigrés dans cette région au XVIII^e siècle) de combattre avec les armées autrichiennes leurs frères de Saint-Sava.

"Du côté des puissances centrales, les populations d' Autriche-Hongrie combattirent avec une énergie et une loyauté qui ne se démentiront pas jusqu'à l'été 1918, mais de ce fait, les serbes et tous les slaves du sud d'Autriche- Hongrie combattirent contre les serbes de Serbie, leurs frères sans que cela ne posât apparemment de problèmes aux uns comme aux autres."

(Henri Bogdan. Histoire des pays de l'Est. Librairie Perrin. 1990. p.222)

Dans la perspective des bourgeoisies slovène et croate, la création de la Yougoslavie devait les protéger du revanchisme exercé contre les bourgeoisies déchuës de l'ancien empire multinational (dont elles se détachent pratiquement en dernière minute les 29 et 31 octobre 1918) par leurs pairs victorieux et surtout faire barrage à un embrasement prolétarien tel qu'il eut lieu en Hongrie. Le critère national brandi en cette occasion, les principes wilsoniens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne sont que des vulgaires alibis sans légitimité historique.

A propos du slovène apparenté au dialecte de la Carinthie autrichienne, Pannekoek précisait dans sa brillante étude sur la question des nationalités la chose suivante :

"En fait, on ne peut parler du slovène par exemple que comme d'un certain nombre de groupes ou de districts aux dialectes apparentes sans que ces groupes aient constitué une unité ou une communauté véritable."

Ainsi, il est aussi faux de dire que :

"Le paysan des Ardennes préserve âprement une nationalité belge, wallonne ou française lorsqu'il s'en tient aux mœurs de sa vallée, qu'on peut dire d'un paysan de Carinthie à l'époque capitaliste qu'il appartient à la nation slovène."

La nation Slovène n'apparaît qu'avec les classes bourgeoises modernes qui se constituent en nation spécifique et le paysan n'y accède que lorsqu'il est relié à cette communauté par des intérêts réels."

(Pannekoek. Lutte de classes et Nation (1912). UGE. 1977. p. 135)

C'est donc leurs propres intérêts, d'ailleurs solidaires de ceux de la bourgeoisie croate, qui expliquent le retrait de la classe dirigeante slovène du giron autrichien.

Tandis que l'agitation révolutionnaire est réprimée sans relâche, aboutissant à l'interdiction du parti devenu communiste le 29 décembre 1920, la bourgeoisie serbe hégémonique, forte de ce nouveau cadre étatique désormais socialement pacifié, dispose enfin d'une fenêtre maritime et s'empare des leviers de l'Etat.

La sujétion politique des Slovènes et des croates qui se voient imposer, malgré le boycott de leurs députés une constitution fortement centralisée, l'oppression des minorités hongroises, turques, des slaves musulmans de Bosnie, des albanais du Kosovo victimes dans les années 30 de déportations massives vers la Turquie, aiguës les tendances centrifuges (Oustachis Croates, ORIM Macédonienne) d'autant plus fortes que les serbes occupent sans discontinuer les postes de premier ministre, de la guerre et de la marine.

En vérité la dictature royale tendait à modeler un marché unitaire dominé par la Serbie alors que le parti paysan croate essayait de préserver son marché local et briser la puissance des latifundiaires allemands et autrichiens.

La crise de 1931-32, qui fera baisser en 4 ans les prix du blé et du maïs respectivement de 44 et 26%, va renforcer la détermination serbe au centralisme qui se concrétisera par un nouveau redécoupage administratif du territoire par lequel les autorités provinciales ne feront qu'appliquer les décisions de Belgrade.

Sous la pression du terrorisme oustachi (assassinat du roi Alexandre à Marseille en 1934), un accord créant une province autonome de Croatie qui intègre la Dalmatie est signé entre le premier ministre yougoslave et le parti paysan Croate en 1939, mais il n'empêchera pas l'effondrement de la Yougoslavie dès les premiers bombardements allemands sur Belgrade en 1941.

La bourgeoisie croate s'alliera à l'Allemagne dans un Etat Croate indépendant agrandi de la Bosnie et les règlements de comptes déboucheront sur des massacres gigantesques qui aujourd'hui sont pris à prétexte de la résurgence des haines nationales.

La Slovénie est quant à elle partagée entre l'Allemagne (Maribor) et l'Italie (Ljubljana) qui annexe aussi l'Istrie.

2. LA DEUXIEME YUGOSLAVIE ET LA TENTATIVE STALINIENNE D'UNIFIER LE MARCHE.

Le mélange des conflits nationaux, des repartages territoriaux, des divisions religieuses émiette les champs de bataille, stimulant les localismes contre lesquels s'impose la lutte des partisans de Tito (ancien officier de l'empire austro-hongrois) qui a pour objectif de recouvrir le territoire yougoslave dans son intégralité et lui fournir une assise politique fédérale.

Sa lutte conséquente (c à d s'en prenant à toutes les autres fractions bourgeoises qui défendaient des particularismes exclusifs) afin de reconstituer l'espace politique et de marche d'avant-guerre, est reconnue par l'Angleterre qui lâche progressivement les royalistes serbes commandés par Mihaïlovic dont les Tchetsniks cherchent moins le heurt avec les allemands qu'à rivaliser en terreur avec les Oustachis.

Churchill livrera désormais exclusivement ses armes aux partisans titistes. Le fameux modèle yougoslave de Tito, que certains regrettent aujourd'hui, entérine l'échec de la première Yougoslavie et applique sur la réalité multinationale un découpage fédéral grâce auquel chaque nation dispose de sa république mère. Il témoigne également de l'extrême difficulté de l'accomplissement de l'unification du marché intérieur et de la montée des bourgeoisies industrielles non serbes. Le fédéralisme entre entités nationales capitalistes, quand bien même il existe dans sa forme la plus libérale, n'est pas à confondre avec la reconnaissance de droits égaux des populations de nationalités différentes car, par exemple, il ne résorbe pas l'inégalité régionale croissante du développement du capital.

Il peut cependant constituer une solution de moindre mal face à des tendances trop fortes à l'éclatement d'un marché intérieur unitaire ou encore face à l'impossibilité à le constituer d'une façon achevée. En revanche la fédération des républiques soviétiques, qui représente l'application intégrale du principe d'égalité entre ouvriers de différentes nationalités est, à l'inverse, d'emblée fondée sur l'unification des ressources et des moyens de production et sur l'unité politique et administrative de l'Etat prolétarien. La centralisation des moyens de production, matérialisée par l'existence d'un plan unique a priori de développement de la société, est même la condition pour la gestion égalitaire de la richesse sociale et donc pour atténuer puis éliminer les disparités régionales de conditions de vie et de travail des prolétaires, héritées du MPC. La centralisation administrative est, dans ce contexte, le postulat de la première et, à son tour, trouve sa légitimité dans la révolution communiste qui bâtit l'Etat ouvrier. Sans un Etat prolétarien fort et unitaire, capable de résorber les poussées centrifuges d'une société civile et d'un appareil productif encore

marques par des traces profondes des modes de production antagoniques précédents, aucune avancée durable de l'égalité entre tous les hommes n'est possible. Partant, l'objectif de la fédération entre diverses entités nationales "souveraines", s'il est déconnecté de ce qui le relie fermement à la vaste perspective révolutionnaire mondiale (agrégation de grands ensembles territoriaux où la lutte contre la loi de la valeur est organisée centralement), devient un viatique classique du capitalisme propagé par les opportunistes de tous bords.

Ainsi, dans le cas yougoslave, la réorganisation de l'Etat bourgeois sous l'égide d'un parti unique n'avait aucune portée révolutionnaire quoiqu'elle empruntât formellement les directives de la défunte Internationale Communiste. Ses indications avaient été édictées et appliquées dans la Russie révolutionnaire dans la perspective de la révolution mondiale. Elles devaient assurer la libre détermination administrative des nationalités opprimées et des communautés homogènes résiduelles afin, entre autres, de neutraliser ces dernières contre toute velléité de rejoindre le camp des blancs. De plus, dans le cas yougoslave, l'agitation de l'objectif indépendantiste ou fédéraliste corrige, figeait et ne mettait pas en exergue la réalité capitaliste du conflit national. Il contribuait par conséquent à l'embrigadement réactionnaire du prolétariat mais aussi favorisait la cristallisation des communautés autochtones autour de misérables marches particulières. Comme preuve de cela il suffit de constater qu'aucun découpage frontalier des républiques proposé par les uns et par les autres ne recouvrait pleinement la répartition "en taches de léopard" des populations, s'entremêlant au gré des conquêtes, assimilations, exodes, déportations.

Aujourd'hui l'homogénéité nationale n'existe presque nulle part en Yougoslavie et, à l'exception de la Slovénie, chaque république compte une ou plusieurs communautés minoritaires d'envergure. Nous utilisons délibérément le terme communauté et non pas nationalité car dans au moins un cas, la Bosnie, la division en ensembles religieux l'emporte sur l'unité ethnique slave (plus tard, par un expédient éclectique, Tito créera la nationalité Musulmane²).

La volonté de Tito de constituer une fédération balkanique en absorbant progressivement l'Albanie qui devait constituer de la sorte la septième république de la fédération³ heurtait les intérêts géopolitiques du capitalisme russe; d'où le conflit entre "socialisme autogestionnaire" titiste et "socialisme dans un seul pays" stalinien.

Une telle perspective aurait privé le régime capitaliste stalinien de l'accès à l'Adriatique, la Grèce ayant été cédée aux occidentaux. En cela il y avait une parfaite continuité avec la très ancienne revendication tsariste d'une ouverture sur les mers chaudes que par ailleurs même Roosevelt semblait reconnaître lors du grand partage de Yalta.

"Nous accorderons à l'URSS un accès à la Méditerranée, Staline conservera un vaste champ d'expansion dans les inconscients petits pays de l'Est européen tout en tenant compte des droits dus à la fidélité de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie".

(Lettre à Zabrovsky citée in Nicolas Martin. La Forteresse albanaise. Fayolle. 1979. R 91)

² La Yougoslavie comptait 6 nationalités constitutives de l'Etat fédéral : les Slovènes, croates, serbes, macédoniens, monténégrins et plus tard les fameux musulmans de Bosnie-Herzégovine. Les autres nationalités (non-slaves) sont considérées comme des minorités ne pouvant prétendre à plus qu'un statut d'autonomie régionale tel que ce fut le cas pour la Voïvodine et le Kosovo avant la reprise en main de 1989 par la république de Serbie dont elles dépendaient. La fiction d'une nationalité musulmane voulait escamoter les différences ethniques entre slaves, albanais, turcs, tziganes en les unifiant artificiellement selon un critère religieux qui serait, dès lors, prépondérant dans la définition d'une communauté de destin. Voilà tout ce que ces prétendus communistes voulaient faire passer comme communauté humaine transnationale : la vieille Umma islamique.

³ Les secteurs clés de l'Etat albanais étaient déjà contrôlés par les hommes de Tito (Koçi Xoxe) de même que l'ancrage du lek au dinar était acquis et que le budget albanais se décidait en grande partie à Belgrade.

La rupture de Tito avec L'URSS permet à l'Albanie, reprise en mains par Enver Hoxha, de s'affranchir de Belgrade en acceptant la tutelle russe pendant que la Yougoslavie, soumise au blocus de l'URSS et de ses satellites, doit d'urgence réorienter ses échanges et son commerce extérieur, et surtout abandonner en cours de route le premier plan quinquennal axé sur la priorité de la production des moyens de production. L'autogestion théorisée plus tard par le slovène Edvard Kardelj et longtemps chantée par tous les opportunistes du monde qui rangeaient pour l'occasion leurs plaintes anti-autoritaires, habilite essentiellement les républiques à gérer la production locale (approvisionnement, fixation des prix de marché, choix des produits fabriques, commercialisation), laissant à l'autorité centrale les modalités et les volumes de l'investissement et la part des valeurs-capital attribuées à la classe ouvrière. Autant dire que les entreprises avaient le même degré d'indépendance vis-à-vis de l'Etat central que, par exemple aujourd'hui, les sociétés nationalisées en France. Le capital porteur d'intérêt d'Etat attribue les crédits aux capitaux productifs individuels et aux entités administratives régionales en déterminant ainsi les investissements. De la même manière la fixation fédérale des salaires s'apparente singulièrement à la dite "politique des revenus" -sorte d'accord salarial central de longue haleine entre gouvernement et syndicats d'Etat- pratiquée tantôt d'une façon rampante, tantôt explicite dans nombre de pays capitalistes "libéraux". Cette originalité yougoslave, en réalité une vulgaire alternative capitaliste adaptée à la faiblesse du marché interne, connaîtra son heure de gloire lorsque naît en 1956 le mouvement des non-alignés dont Tito est un des fondateurs aux côtés de Nasser (Egypte) et Nehru (Inde). Ce mouvement réunit les bourgeoisies des pays capitalistes faibles en proie à des projets volontaristes et velléitaires quant au positionnement sur le marché mondial capitaliste. Le non-alignement n'a été en fin de compte qu'une manifestation ultérieure de la compétition capitaliste mondiale et en particulier de l'affrontement USA-URSS. Mais il s'agissait aussi de la plus grande tentative - nullement révolutionnaire et ratée de surcroît-dés nouvelles bourgeoisies de se découper des marges de plus grande liberté économique par rapport aux pays centraux du MPC. Toutefois et nonobstant leurs déclarations d'indépendance répétées, la plupart de ces pays et en premier chef les plus "radicaux", étaient tenus en laisse par l'URSS et sur tous les dossiers cruciaux de l'heure se rangeaient, disciplinés, derrière leur maître. S'agissant de la Yougoslavie, elle s'adressera au marché des capitaux occidental pour obtenir les prêts destinés à alimenter ses investissements productifs tandis que le commerce extérieur avec l'URSS reprend à des rythmes croissants.

Attribuée à un fédéralisme pointilleux et par la abusif, qui en toute matière chercherait un équilibre entre les républiques comme gage de la stabilité yougoslave, la création d'un appareil industriel dans chaque république vérifie la réalité d'un marché segmenté qui suivra toujours plus une dynamique centrifuge en pleine conformité aux lois capitalistes d'accumulation. En témoigne le contraste croissant entre les riches républiques du Nord (Slovénie et Croatie), plus industrialisées et qui se positionnent dans la production de biens de consommation et de moyens de production -notamment les machines-outils-, et les républiques du Sud d'où proviennent les productions agricoles et où se situent les principales industries extractives.

3. DEUX DÉCENNIES DE CRISES PÉRIODIQUES DE PLUS EN PLUS GRAVES ONT PRÉPARÉ LA GUERRE CIVILE CAPITALISTE ACTUELLE.

<i>Indice de la production industrielle en Yougoslavie (base 100 = 1970) (Volumes physiques)</i>			<i>Produit social brut (a prix constants de 1972 et en millions de dinars de 1972) (Production industrielle en valeur)</i>		
		%			%
1970	100	-	1970	73242	-
1971	110	+10.0	1971	80369	+9.7
1972	119	+8.2	1972	86086	+7.1
1973	126	+5.9	1973	90733	+5.4
1974	139	+10.3	1974	100725	+11.0
1975	147	+5.8	1975	107154	+6.4
1976	153	+4.1	1976	111042	+3.6
1977	167	+9.1	1977	121595	+9.5
1978	181	+8.4	1978	132101	+8.6
1979	194	+7.2	1979	142901	+8.2
1980	204	+5.1	1980	148820	+4.1
1981	212	+3.9	1981	155270	+4.3
1982	211	-0.5	1982	155084	-0.1
1983	214	+1.4	1983	157335	+1.4
1984	234	+9.3	1984	165365	+5.1
1985	236	+1.0	1985	169830	+2.7
1986	241	+2.1	1986	176400	+3.9
1987	239	-LU	1987	177812	+0.8
1988	239	-	1988	176624	-0.7
1989	243	+1.7	1989	178214	+0.8
1990	218	-9.0	1990	159858	-10.3
1991	174.4	-20.0	1991	132682	-17.0

Production de maïs		
(en millions de tonnes)		
(Volumes physiques -la production de maïs représente 30% des terres cultivées)		
		%
1970	6.9	-
1971	7.4	+7.2
1972	7.9	+6.8
1973	8.3	+5.1
1974	8.0	-3.6
1975	9.4	+17.5
1976	9.1	-3.2
1977	9.8	+7.7
1978	7.5	-23.5
1979	10.0	+33.3
1980	9.1	-9.0
1981	9.3	+2.2
1982	11.2	+20.4
1983	10.7	-4.5
1984	11.3	+5.6
1985	9.0	-20.3
1986	12.5	+38.9
1987	10.0	-20.0
1988	7.4	-26.0
1989	10.5	+41.9
1990	6.6	-37.1

Prévisible, la présente chute dans l'abîme de la Yougoslavie l'était si on la rapporte aux cycles de crises capitalistes qui ont scandé la dislocation d'une formation étatique ne correspondant plus depuis longtemps à la réalité d'un marché éclaté.

"La reconstitution des économies nationales après la réforme avortée de 1965 et surtout la constitution de 1974 ont définitivement détruit le marché unique yougoslave. A l'heure actuelle un éclatement de la fédération ne ferait qu'entériner une situation de fait du point de vue économique."

(Le démembrement de la Yougoslavie et l'équilibre européen in Nouvelle Europe n° 4. Janvier 1991. P 36)

Il est de notoriété que les échanges commerciaux se faisaient plus aisément et plus volontiers entre chaque république et l'étranger que d'une république à sa voisine. L'état des communications traduisait tous les blocages accumulés au sein de l'espace économique yougoslave et l'autonomie, devenue décisive, des marchés particuliers.

"Un train express voyageant de Belgrade à Ljubljana change 3 fois de locomotive, usant de machines aussi bien que d'un équipement différents dans chaque république. Les systèmes téléphoniques et les réseaux électriques entre républiques sont incompatibles. Chaque république a sa propre Banque Centrale, qui émet plus ou moins de la monnaie au travers du crédit et des billets à ordre sans avertir la Banque Centrale de Yougoslavie."

(Dinar Yougoslave in International Currency review. Vol. 20. N° 45. Avril-août 1990)

Les crises mondiales de 1970 et 1974-75 ne touchent pas la Yougoslavie et, plus généralement, épargnent tous les pays de l'aire slave à démocratie populaire. Le seul fait intérieur marquant de cette première moitié des années '70 en Yougoslavie -mises à part les petites crises agraires de sous production de '74-'76- consiste en la promulgation d'une nouvelle constitution qui, sous couvert de décentralisation, enregistre comme nous l'avons déjà noté le progressif éclatement du marché fédéral et octroyé aux républiques la liberté de déterminer prix, investissements et crédits. La réforme institutionnelle ne changera toutefois pas le mécanisme de l'accumulation qui restera identique à celle d'avant, au détail près du renforcement de l'administration locale de l'Etat. L'absence de répercussions de la crise mondiale en Yougoslavie et dans l'aire slave est un fait qui mérite explication d'autant plus qu'elle sert à élucider bon nombre de raisons objectives de la non-jonction ou tout au moins du décalage existant, en ces années d'amorce du réveil prolétarien, entre les luttes ouvrières à l'est et à l'ouest du rideau de fer. A ce stade de la recherche on est en mesure d'isoler pour la Yougoslavie trois circonstances phénoménales :

1. La modération des coûts de production par l'acquisition des matières premières et en particulier du pétrole à des prix ou à des conditions d'échange direct (troc) de marchandises nettement inférieures à ceux et à celles pratiquées sur le marché "libre". Cela diminue de beaucoup la valeur du capital constant nécessaire à la réalisation d'une quantité donnée de produits, par conséquent entrave la baisse du taux de profit.

2. La formation étatique des prix et des marchés pour la grande majorité des marchandises produites, fondamentalement basée sur l'action anti-cyclique d'un crédit peu ou pas gourmand de plus-value sociale. La spécificité des pays protectionnistes à démocratie populaire sur le plan de la circulation monétaire se manifestait par l'étouffement de l'intérêt et du profit commercial en faveur du profit industriel. En Yougoslavie par exemple les taux d'intérêts réels appliqués à l'industrie étaient négatifs (-20%) jusqu'en 1984. Ce qui signifie que le capital monétaire prêté par les banques d'Etat aux entreprises, déjà purgé de la dépréciation "physiologique" de l'argent, subissait une dépréciation moyenne de 20%; le capital monétaire ne fonctionnant donc pas comme capital pour soi. La condition d'une telle entorse au mouvement concurrentiel du capital devait forcément se situer au niveau du monopole étatique fort et imperméable (protectionnisme, force militaire, centralisation poussée du capital) de la circulation et de la production.

3. La centralisation sous forme de cartellisation forcée (nationalisation ou "socialisme" autogestionnaire) de l'économie. L'Etat, par l'établissement de sa propre propriété juridique sur la quasi totalité des moyens de production, impose aux capitaux individuels embryonnaires certaines limites à la production et, par la maîtrise de la plus grande partie des marchés, peut autoritairement faire reculer l'échéance de la surproduction généralisée et faire prévaloir, avec le moindre heurt, l'intérêt général du capital.

Ces trois facteurs essentiels qui ont permis d'escamoter les crises mondiales de valorisation dans les pays à démocratie populaire se sont dialectiquement mus en autant de mécanismes porteurs de crise. Si, en effet, dans les pays plus faibles, la torsion/déformation étatique consécutive du mouvement concurrentiel rend possible l'essor de la production capitaliste et centralise au plus haut point le capital pour en accroître l'accumulation, il faut aussi signaler que :

1. L'achat des matières premières, partie progressivement grandissante du capital constant, à des

prix faibles et stables, qui se fait dans un univers faiblement concurrentiel ne favorise pas, à la longue, l'augmentation des taux de profit, ne stimule pas et au contraire contribue à estomper le développement de la production poussé par la recherche d'extra profits et de nouvelles parts de marché.

2. Toute entorse à la formation des prix de production, à l'établissement d'un taux général régional de profit, visant à conserver la totalité du capital social, même au détriment de l'accumulation, ralentit ses rythmes et, à mesure de la quantité de la valeur existante qui ne sait pas se transformer en capital, empêche d'autant l'augmentation de la composition du capital donc contribue au ralentissement de la rotation du capital total.

3. La centralisation du capital par le haut de l'action de l'Etat aboutissant non pas à la formation d'un unique capital d'Etat mais à la cartellisation forcée des capitaux individuels, réduit le mouvement d'épuration du capital social par le "jeu" concurrentiel. Cela provoque une dévalorisation insuffisante chronique du capital total qui ne jouit pas ou peu de la nécessaire et périodique cure d'amaigrissement des crises. Ainsi se distinguent de plus en plus les deux phénomènes du capital qui en marquent cependant tout son développement : La centralisation juridique poussée des capitaux individuels dans le cadre de l'Etat et la faible concentration du capital social total relativement à la centralisation. Or, étant donné qu'en dernière analyse la concentration est, des deux phénomènes, la détermination dominante et que la centralisation en est une condition nécessaire mais nullement suffisante, le résultat de la progressive inadéquation de la centralisation à l'égard de la concentration du capital, et réciproquement, se traduit par la dislocation même juridique des capitaux individuels. Il est important de noter que ces trois éléments des formations économiques à démocratie populaire ne leur sont pas exclusifs car à différents degrés de réalisation on les retrouve dans toute autre formation nationale capitaliste. Cependant, ce qui leur est spécifique c'est l'étendue et l'importance assumée par ces trois faits comparées aux pays capitalistes à économie "libre" de marche. Les déséquilibres induits dans l'aire slave par l'action conjointe des trois facteurs anti-cycliques sont proportionnels en intensité et gravité à leur efficacité première. La Yougoslavie en est un exemple "pur". Dès 1982, et ce en parfaite synchronie avec le monde "libre", la crise de dévalorisation frappe les pays à démocratie populaire. Les mesures d'austérité prises à cette occasion (rationnement de l'essence, interdiction des voyages à l'étranger pour économiser les devises destinées aux remboursements des crédits d'investissements qu'une valorisation désormais insuffisante empêche de réaliser correctement) se traduisent entre autre par la pénurie de biens de consommation courante, souvent importés. Le programme de stabilisation économique de 1983 entérine ce premier coup porté à l'économie yougoslave. Conçu comme une "sorte de manifeste politique destiné à coordonner les particularismes régionaux de plus en plus puissants, à combattre les mesures administratives dans l'économie", il répond essentiellement aux exigences du FMI qui veille de la sorte sur les crédits octroyés par lui les années précédentes. L'"assistance renforcée" que l'organisme monétaire exerce pour la circonstance achève l'orientation de la Yougoslavie vers les pays de l'OCDE et l'internationalisation pleine et entière de son économie. En 1988 les exportations yougoslaves vers la CEE dépassent pour la première fois celles vers le CAEM. En ce sens, en 1981-82, on n'est pas seulement en présence de la crise la plus grave qu'a connu le capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale, exception faite de l'actuelle, mais aussi la première jonction véritable des cycles industriels de toutes les aires géopolitiques du monde dans une crise simultanée. Ce que ces deux décennies de cycles capitalistes mettent en avant c'est donc bien une torsade, une inversion des phases entre l'Est et l'Ouest symbolisant initialement une relative imperméabilité des sphères de marché, que la Yougoslavie a joué au mieux de ses intérêts, mais qui se sont progressivement unifiés à l'image de l'internationalisation complète des échanges (ce que la perestroïka initiée en 1985 avait traduit politiquement). Un facteur supplémentaire des crises des années '80 et de celle d'aujourd'hui en Yougoslavie éclôt dans les années '70 ; il s'agit de la recherche et l'obtention de crédits en Occident. Cet élément est strictement lié à la dimension économique sous-jacente à la ligne du neutralisme titiste,

il en est même le fondement. En effet le programme titiste comportait le développement de la présence yougoslave sur les marchés extérieurs à l'aire russo centrique et notamment sur les riches marchés de l'Europe continentale de l'Ouest (Allemagne-Italie en premier chef). Pour ce faire, il fallait à la fois maintenir les liens les plus étroits avec les pays de l'aire slave, URSS en tête, afin de pouvoir se fournir en pétrole à des prix de marché dérisoires et stables, en échange de denrées alimentaires et de machines-outils, et augmenter la productivité dans l'industrie par l'introduction massive de machines modernes et performantes; d'où la soif de crédits nécessaires à leur achat. La résultante politique et diplomatique n'était autre que la revendication d'une sorte d'autonomie relative à l'égard de l'URSS, du Comecon et du Pacte de Varsovie que le mouvement des non-alignés garantissait très bien. Les crises de plus en plus graves des années '70 et celle de 1981-82 amenuiseront les exportations yougoslaves vers l'Occident de même qu'elles rendront impossible l'obtention de crédits à des taux d'intérêts modérés. Entre 1974 et 1985 la Yougoslavie remboursera plus de 50 milliards de US\$, intérêts inclus, aux pays créditeurs et au FMI. A partir de 1982 cela commence à entamer le prix de marché de l'argent qui se déprécie à un rythme soutenu (2 à 5 dévaluations du dinar par an jusqu'en 1987) alors qu'auparavant il ne perdait "que" 50 à 80 % de son prix par an. Parallèlement, la valorisation insuffisante du capital social total rend toujours plus difficiles les conditions du remboursement et de renouvellement de l'appareil productif. Ce qui se produit ici c'est une sorte de vampirisation du capital industriel. La question centrale souvent évoquée pour la Yougoslavie n'est donc pas celle d'une pénurie de capital monétaire, mais le fait que la masse de plus-value disponible est trop faible pour surmonter le coût de l'emprunt par la production industrielle et la circulation des marchandises fabriquées à des coûts de production élevés et vendues à bas prix. Le mythe de la dette cache donc la réalité de la valorisation insuffisante, expression de la crise capitaliste.

Les graves crises agraires de sous-production de 1978,1980,1983 et 1985 affaiblissent aussi le commerce extérieur et contribuent à la dépréciation monétaire. Les pays forts du MPC, dont les devises ont un statut de monnaie mondiale, celles-ci étant couramment employées pour les prêts et les échanges internationaux, utilisent l'arme des taux d'intérêt élevés pour "rentrer dans leurs frais", en clair pour décharger sur les pays les plus faibles une partie des effets de la crise, donc pour réduire d'autant la dévalorisation du capital "national". Le monétarisme n'est au fond rien d'autre que l'utilisation du crédit et du capital porteur d'intérêt pour centraliser le maximum de valeur-capital disponible afin de relancer l'accumulation. A l'échelle des échanges mondiaux son application approfondit l'inégalité de développement et agit dans le même sens de centralisation du capital. C'est aussi pour cela qu'alors que dans les pays centraux du MPC la crise de 1986 a été de faible intensité, les pays capitalistes périphériques ont payé, dans les mêmes circonstances, le prix fort dans tous les sens du terme. La Yougoslavie ne se soustraira pas en '87 et '88 à une baisse en volume de la production industrielle et à une dévalorisation bien plus marquée qu'en 1982. Encore une fois et en même temps, la baisse vertigineuse de la production agricole (-20 à -26%) ne fera qu'assombrir ultérieurement le tableau comme du reste l'arrêt de toute exportation de main-d'œuvre utile au rapatriement de capitaux monétaires en devises fortes. L'importance pour la Yougoslavie de la crise de '87-'88, crise à la fois industrielle, agricole et monétaire, et mis à part les considérations qui précèdent, consiste en la valorisation insuffisante du capital productif par rapport à la ponction étrangère" du capital porteur d'intérêt et en l'achèvement de l'"ouverture" économique forcée de la formation économique yougoslave, fondamentalement obtenue par l'action du crédit extérieur. Cette crise sanctionne définitivement le modèle titiste de développement fondé sur la doctrine du non-alignement. Elle atteste également de l'impossibilité pour les pays faibles du MPC d'échapper à la détermination supérieure de la part des pays forts ainsi que de l'extrême difficulté de "sortir" d'une région du marché mondial pour "adhérer" à une autre. La faillite de l'illusion nationaliste, qu'elle soit teintée d'anti-impérialisme ou de repli sur les "racines", réside avant tout dans l'existence du marché mondial, des échanges inégaux, des aires géopolitiques capitalistes et de la division internationale du travail. Dans ce sens la crise yougoslave est une expression de la crise planétaire. Le caractère velléitaire et

fondamentalement réactionnaire des petits nationalismes des Balkans aujourd'hui n'est pas tant explicité par l'extrême précarité des arguments culturels, historiques, ethniques ou autres qui les soutiennent, mais surtout par leur totale incompréhension des rapports de production dominants à l'échelle planétaire et de leur hiérarchie interne.

"Dès 1987, l'Etat yougoslave tentera de restaurer l'unité du marché intérieur et d'entamer le rééquilibrage de son budget par le biais de la restauration du levier monétaire et financier. En 1987 les crédits ne sont plus accordés à l'aveuglette, les taux d'intérêt remontent et "un nouveau système comptable faisant intervenir le coût de l'inflation" est adopté. Avec la loi bancaire de '87 les banques ne peuvent plus dissimuler leurs pertes réelles en s'abstenant de revaloriser leurs fonds propres et leurs réserves ou leurs actifs nets à proportion du taux d'inflation. Pour se procurer les fonds supplémentaires nécessaires pour préserver la valeur réelle de leur capital propre, les banques devaient, selon les intentions du législateur, relever sensiblement les taux d'intérêt réels de leurs prêts. Néanmoins, pour ce faire elles ont surtout imposé des taux d'intérêt réels très élevés (parfois supérieurs à 30%) aux entreprises saines".

Les entreprises essayent pour s'acquitter de leurs remboursements de comprimer la part de valeur consacrée aux salaires et c'est le début des grandes grèves qui plusieurs années de suite vont accentuer la déstabilisation économique de la Yougoslavie.

"En revanche les taux de prêt consentis aux entreprises déficitaires sont restés faibles et les banques ont fréquemment annulé une partie de ces créances pour assurer la survie des entreprises concernées".
(Etudes Economiques OCDE 1989/90 YUGOSLAVIE, pp. 48-49.)

Comme nous le voyons, la cure étatique ne vise pas encore à accélérer la dévalorisation d'une partie du capital productif incapable de se valoriser, par le prélèvement de l'intérêt, car la crise ne l'a pas encore astreint à remettre en cause un des fondements de la formation yougoslave—mais ça ne saura tarder. 1989 est le dernier sursaut de l'Etat à démocratie populaire en Yougoslavie. Profitant d'une très faible "sortie" de la crise et de récoltes de maïs spectaculaires il joue son va-tout en parachevant la réforme de la formation sociale. La pierre angulaire du dispositif était "l'Acte de février 1989 sur les opérations financières" des entreprises. Laissons encore les économistes de l'OCDE décrire le contenu de cette loi :

"Pour éviter les problèmes que soulève l'évaluation des pertes des entreprises, la position de liquidité est désormais le principal critère utilisé pour apprécier la viabilité d'une société. Une entreprise est déclarée "insolvable" si le "Service de la comptabilité sociale" (SDK) juge que ses ressources effectives sont insuffisantes pour couvrir ses dépenses. En l'absence d'un accord de redressement entre l'entreprise insolvable et ses créanciers, la SDK engage des procédures de faillite. En 1989, une entreprise sur quinze (représentant un demi-million de travailleurs) a été déclarée en situation d'illiquidité par la SDK. Néanmoins des procédures de faillite n'ont été entamées que pour moins d'un cinquième d'entre elles, peut-être en raison des pressions politiques locales et de la réticence des créanciers à engager de telles procédures dans la mesure où ils ne viennent pas au premier rang sur la liste des bénéficiaires de la liquidation des biens. Aux termes de la loi de décembre 1989 portant liquidation obligatoire des entreprises, ce sont désormais les collectivités locales qui apprécient la viabilité des entreprises".

(Etudes Economiques OCDE 1989-1990. Yougoslavie, p.50)

Cette citation a l'avantage de ne pas avoir été rédigée récemment, donc fatalement sous la pression de la bataille entre les différentes fractions du capital, et contient pour cette même raison toute la problématique du capitalisme en Yougoslavie, toutes les contradictions qui ont abouti au règlement militaire des comptes (... des entreprises). En effet on a ici à la fois un Etat qui tente d'affirmer l'intérêt

général de la classe dominante, même si cela lui coûte la mise à mort d'une partie du capital social, opérée sur la base du paramètre de la capacité des entreprises d'assurer au moins la rotation de leur capital (la couverture des dépenses) et, à l'opposé, on a l'éclatement progressif et par le bas de la cartellisation forcée du capital social total par l'émergence des "collectivités locales", des républiques etc., comme représentants "indulgents" de leur propre fraction du capital social et qui en principe sont bien plus exposés à la colère ouvrière ("les pressions politiques locales" dont fait état l'économiste de l'OCDE). Ce qui fait dire à l'économiste serbe Ivan Djuric dans une interview à la Tribune de l'Expansion du 10.12.91 ***qu'"une instance fédérale... représentait un danger objectif pour les pouvoirs locaux"***, d'où la guerre. Ou encore, bien que son engagement pacifiste grand-serbe soit à l'origine de certaines de ses affirmations, de rappeler que : ***"une des premières mesures introduites par Franjo Tudjman, président de la Croatie, a été la mise sous contrôle d'Etat de toutes les grandes entreprises croate*, dont les nouveaux responsables ont été choisis dans les rangs des fidèles"***. Nonobstant la pudique omission sur sa propre réalité intérieure serbe, Ivan Djuric lève involontairement un voile important sur un concept essentiel expliquant la nature du conflit actuel et que nous avons rappelé tout au long de ce travail : les républiques yougoslaves "souveraines" sont aussi bien l'expression de la désintégration achevée du marché intérieur et de la gravité de la crise de valorisation, que la forme étatique actuelle dont les agissements sont le plus en continuité avec l'ancien Etat titiste.

Sous cet angle la propagande démocratique bourgeoise occidentale selon laquelle en Yougoslavie seraient aujourd'hui en conflit les "aspirations démocratiques des populations" et "l'Etat centraliste et autoritaire" est totalement dépourvue de substance et de fondements réels.

Il nous manque encore l'analyse de l'action de l'Etat central, cette fois-ci dans sa perspective de survie en tant que capital individuel. Autrement dit il nous reste à passer en revue les mesures adoptées par celui-ci pour restaurer ses finances et la monnaie dans toutes ses déterminations. Rappelons les de façon schématique et selon une séquence chronologique :

1) Elargissement des pouvoirs de la Banque Nationale de Yougoslavie à compter de juin '89. Son contrôle sur les banques comme sa maîtrise de la circulation monétaire et des flux de crédit sont nettement renforcés. En corollaire on étend au système bancaire la loi accroissant la concurrence entre entreprises de février '89.

2) Achèvement en septembre '89 de la "libération des prix et des importations". Par ce biais on poursuit l'objectif de la fin de la subvention par le budget de l'Etat des entreprises produisant des marchandises "non-concurrentielles". Significatif et combien prémonitoire est à cet égard le propos qui suit, vraisemblablement écrit au début de l'année '90 et qui se trouve dans l'ouvrage cité de l'OCDE :

"Malgré les effets favorables que l'on peut attendre des réformes récentes, on ne peut espérer que les mesures de libéralisation des prix et des importations suffiront à elles seules à éliminer les disparités régionales excessives en matière de prix. La suppression des tendances nationalistes des différentes républiques et provinces rendrait assurément la chose beaucoup plus facile".

Malheureusement pour cet économiste il n'en a rien été et les "tendances nationalistes" l'ont emporté sur l'intérêt général capitaliste.

3) Assainissement des finances publiques depuis le milieu de 1989. Cela s'est concrétisé par l'adoption de mesures visant à la fois à la centralisation plus poussée du drainage des impôts, à l'instauration progressive de nouveaux impôts tels la TVA, à la taxation des revenus qui jusqu'à ce jour échappaient à toute fiscalité (agriculture, revenus fonciers, impôts sur les ménages plutôt que sur les différents apports de revenus, etc.) et à l'"harmonisation de l'imposition locale par la réduction des disparités de la charge fiscale entre les républiques". Encore une fois, un an et demi avant le début de la guerre en Yougoslavie, notre économiste fait état d'un scepticisme certain et combien

fonde vis-à-vis de la faisabilité de cette autre réforme :

"Bien que ces propositions laissent une certaine marge de manœuvre et n'impliquent qu'une réduction limitée du pouvoir des républiques et des provinces, leur adoption est encore loin d'être assurée."

4) La mise en place le 19.12.89 d'un programme dont l'objectif déclaré était la stabilisation du cours du dinar à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les mesures avaient comme but de

"consolider la balance des paiements et la position des réserves de change tout en évitant une crise des liquidités extérieures"

(Ivan Djuric. Interview citée).

Ce qui revient à dire que l'Etat choisissait le mobile financier pour restaurer son autorité économique et sa capacité de valorisation en tant que capital individuel.

Quatre directives constitueront le programme de la fin décembre '89:

- a) Introduction du nouveau dinar égal à 10000 anciens dinars.
- b) Ancrage du taux de change du dinar au DM (7 dinars = 1DM) garanti par les caisses de l'Etat pendant toute la durée d'application du blocage des salaires.
- c) Blocage des salaires jusqu'à la fin juin '90.
- d) Blocage partiel des prix pendant six mois, établi sur 25% des moyens de production (machines et métaux), des biens d'équipement des services publics et des produits pharmaceutiques; ***"ce blocage a été précédé de relèvements considérables des prix au cours du mois de décembre"*** (OCDE). Les loyers seront aussi bloqués.

En marge de ce dispositif "anti-inflationniste" on relèvera que :

a) Désormais l'aire du mark allemand est la référence pour la "nouvelle économie" de l'Etat fédéral, sorte de sanction officielle de la dislocation de l'aire slave, entraînée vers l'aire germanique.

b) Par le blocage des prix de marché des moyens de production et par l'arrêt de la croissance de la masse de capital variable (blocage des salaires), l'Etat essaye de rendre plus favorable à la valorisation les conditions objectives et subjectives de la production capitaliste.

Mais les facteurs de crise indiqués dans la première partie de ce chapitre seront plus forts et feront s'évaporer dès 1990 les rêves de l'Etat fédéral d'un assainissement de la formation yougoslave. L'Etat central, pris en tenaille par une classe ouvrière combative, par l'effritement du marché intérieur unifié, par l'éclatement régional de l'administration étatique et par la crise mondiale et en particulier par celle de l'aire russo centrique, paiera très chèrement ses hésitations à entériner et même à accélérer la dévalorisation de la fraction du capital social incapable de s'auto valoriser. En 1990, alors que les volumes physiques des marchandises produites augmenteront encore d'un petit point en pourcentage sur l'année précédente, la production industrielle calculée en valeur chutera de plus de 10% par rapport à '89 et la sécheresse qui frappe les régions agricoles du pays fera tomber de presque 40% la récolte de maïs (la production de maïs représente 30% des terres cultivées) poussant à la hausse tous les prix de marché des biens de consommation agroalimentaires. Nous pouvons découvrir dans le hiatus entre taux de croissance en volume (encore positif) et en valeur (très négatif) de la production industrielle, la preuve de la dévalorisation insuffisante du capital ayant eu lieu jusqu'à l'année 1990. L'année 1991 sera l'année où les raisons puissantes de l'économie capitaliste mettront littéralement le feu aux poudres de la formation yougoslave. Durant cette année, le sauve-qui-peut des fractions bourgeoises plongeront le pays et la classe ouvrière dans un conflit armé des plus meurtriers et barbares et la poudre prévaudra

comme étant la seule raison économique valable. Sur le plan des chiffres les indicateurs négatifs se succèdent (-20% de production industrielle en volume et en valeur, -30% en Croatie), mais le capital peut enfin et sans crainte se séparer violemment de ses parties pourrissantes car les classes opprimées embrigadées dans la guerre capitaliste ne constituent plus pour l'instant un danger palpable. Un des premiers actes tangibles de sécession des républiques slovène et croate se manifeste par le refus de payer leur "contribution" à l'Etat fédéral. La Slovénie par exemple avec 8% de la population active participe à 20% du PNB (45% avec la Croatie) et 30% des exportations yougoslaves (50% avec la Croatie). Ces deux républiques, en représentant de leur bourgeoisie locale avaient déjà contesté en 1968 et '71 leur faible représentation au sein des institutions fédérales relativement à leur apport au budget central. Symbolique à cet égard était la prédominance serbe au sein de l'armée fédérale où ils constituaient 75% du corps d'officiers; cet état des choses permet aujourd'hui à la bourgeoisie serbe d'utiliser l'armée, de se masquer derrière son autorité pour défendre ses intérêts régionaux.

Au moment de sa crise, l'Etat fédéral est astreint en tant que capital individuel à un double exercice contradictoire : d'une part réaffirmer son existence en drainant toutes les ressources nécessaires à l'assainissement de ses comptes⁴ et de l'autre, déléguer davantage aux instances locales -républiques et provinces- le soin du "bien public", les dépenses publiques. L'épilogue d'un tel écartèlement est connu : les républiques rechigneront de plus en plus à assumer le fardeau fiscal de la restauration de la comptabilité fédérale et rongeront dans les faits toujours davantage de pouvoir à l'Etat central, fortes de leur rôle renforcé de caisses publiques supplétives. C'est lorsque les administrations locales les plus riches commencent à ressentir trop durement le poids de la nouvelle situation créée par la crise "fiscale" de l'Etat central que leurs exigences grandissent et deviennent péremptoires à son encontre. Elles agitent comme contrepoids l'épouvantail sécessionniste selon l'axe Nord "opulent et laborieux" / Sud "pauvre et parasitaire". C'est la classique ligne de fracture régionale du développement capitaliste qui opère également en Italie selon le même axe Nord/Sud ou qui s'instaure en Allemagne depuis l'annexion de l'Est par l'Ouest, nécessitant dans chaque cas une intervention de l'Etat comme balancier, non pour éliminer les écarts comme le claironnent les zéloteurs du capitalisme, mais afin d'émousser les décalages. Ces inégalités économiques deviennent périlleuses pour l'Etat à la fois comme représentant unitaire du capital et comme capital individuel prépondérant ayant besoin d'un marché intérieur le plus grand possible. Ainsi encore, les républiques du Nord rechignent de plus en plus à alimenter le fonds fédéral (en vérité une caisse sociale destinée aux républiques et provinces du sud) prétextant le détournement de ces fonds par la corruption locale, la gabegie ou leur faible rentabilité voire le transfert à perte.

Ce qui se joue au cours des années '80 c'est l'implication plus ou moins volontaire de la Slovénie et de la Croatie dans le maintien de la "solidarité fédérale", bénéficiant essentiellement à la Serbie et aux autres républiques du sud. La rationalisation de la production, demandée par le Nord comme garantie à la solidarité fédérale, signifiait d'abord la mise au pas des travailleurs.

"Selon certaines évaluations, dans une grande partie du secteur socialisé (secteur étatique NDLR) et dans les petites industries socialisées en particulier, le travail effectif n'est que de trois heures par jour, plus de 800000 personnes étant simultanément en confié maladie".

(Revue Est/Ouest Vol.21.1990- 2 Ed. CNRS)

Malgré une politique étatique décidée de lutte contre la consommation improductive, la classe ouvrière en Yougoslavie parvient à maintenir dans ces années de crise la croissance de son salaire nominal supérieure à celle des prix à la consommation (sauf en 1984) par les luttes des années '87/88 (elle peut revendiquer fièrement dans ces années-là le plus grand nombre d'heures de grève de tous

⁴ ***"Les impôts sont l'expression économique de l'existence de l'Etat"***

(Marx : La Critique moralisante et la morale critique)

les pays européens); elle provoque aussi au plus fort de sa contestation, la menace gouvernementale de décréter l'état d'urgence en octobre 88 à Belgrade.

Pourtant, malgré le caractère général et massif des luttes, elles resteront cloisonnées, segmentées entre républiques et secteurs de production et ne pourront empêcher l'application des mesures anticycliques qui affaiblissent la condition ouvrière. De cette défaite émerge, dans les différentes républiques, l'affirmation d'une spécificité nationale en réveillant des rancœurs qui parfois puisent dans l'histoire pré-capitaliste du pays, la réhabilitation de tout un folklore archaïque (coutumes, chants, drapeaux) destinée à émettre définitivement une classe ouvrière vulnérable et l'enfermer dans sa communauté nationale dont elle serait, avec les autres classes, légataire d'un destin tourmenté qui appellerait de mythiques vengeances.

"Les vieux démons nationalistes ont finalement canalisé cette énergie protestataire et on peut se demander dans quelle mesure les autorités, qui ont une longue pratique de la manipulation, n'ont pas encouragé l'éclosion de ces malaises très anciens, parfaitement maîtrisables, évitant de la sorte une critique radicale de la nouvelle ligne économique"

(Le Monde Diplomatique. Décembre 1988)

Commémorations de dates, hommage à d'anciennes figures nationalistes, études sur la prééminence historique des peuples généralement considérée selon le critère misérable de l'ancienneté de son implantation, confirment la dénonciation par Bordiga du mythe scientiste :

"Les issues dramatiques des conflits militaires obligent l'ethnographie, cette femme volage à valser dans les bras de toutes les parties en présence".

(A. Bordiga : Le prolétariat et Trieste in Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste. Ed. Prométhée. 1979. R160)

En clôture de ce chapitre, le facteur communiste authentique ne peut qu'enregistrer l'énorme défaite que le prolétariat de cette région a subi. Cependant, son alignement presque total derrière les drapeaux bourgeois, baignant dans son sang, ne saura être définitif, nous en sommes sûrs.

"La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuelle; d'abord contre l'aristocratie, puis contre cette catégorie de la bourgeoisie dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, toujours, enfin, contre la bourgeoisie des pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit forcée de faire appel au prolétariat, d'user de son concours et de l'entraîner dans le mouvement politique, en sorte Que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation politique et sociale, c'est-à-dire des armes contre elle-même".

(Marx-Engels. Manifeste du Parti Communiste.)

Pendant ce temps, la Serbie trouve encore de l'argent pour poursuivre le remboursement de sa dette extérieure (65 millions de US\$ payés aux banques créditrices le 4.12.91) et la Croatie saigne "son" prolétariat par de nouveaux impôts directs et indirects pour financer les coûts d'une guerre qui à ce jour s'élèvent à 70 milliards de US\$. Six mois à peine après la déclaration d'indépendance, les caisses du "nouvel" Etat Croate sont déjà déficitaires de 2.5 milliards de US\$. Le coût de la guerre pour les classes opprimées s'alourdit d'heure en heure et l'après-guerre avec la reconstruction hypothétique qui suivra et qui sera certainement faite d'exploitation accrue et de misère permanente pour la majorité de la population, signeront le début de la fin des illusions nationalistes dans le camp prolétarien.

Tout ce qui était solide et stable est ébranlé, tout ce qui était sacré est profané; et les hommes sont forcés, enfin, d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux dégrisés".

(Marx-Engels. Manifeste du Parti Communiste).

4. NATIONALISMES GUERRIERS ET EXPLOSION DU MARCHÉ UNITAIRE.

D'après la théorie communiste, la dénonciation du nationalisme comme facteur de division du mouvement ouvrier doit être rapportée à sa cause déterminée : la lutte conduite par la bourgeoisie pour la constitution d'un marché en propre et obtenue par la proclamation de la scission du marché originel.

"La lutte nationale est toujours dans son essence une lutte bourgeoise, celle d'une bourgeoisie plus puissante contre une autre. Elle naît du fait que toute bourgeoisie lutte pour avoir un marché et doit pour cela avoir un territoire."

(Bordiga. Patrie Economique? in Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste. Ed. Prométhée 1979. E 183)

Réalisant 56% de son PNB dans l'industrie (le PNB/hab. est plus du double que la moyenne de la fédération), la Slovénie oriente 44% de ses exportations hors de la Yougoslavie, essentiellement vers la zone Alpe-Adria dont elle est membre (constituée en 1978 entre 14 régions appartenant à 5 Etats et qui dessinerait une hypothétique Mittel Europa).

Symbolique a cet égard est le fait que la Slovénie défendait prioritairement une liaison autoroutière avec l'Autriche et l'Allemagne plutôt que de développer les axes de communication avec les autres républiques. La structure des transports est exemplaire de l'éclatement du marché fédéral. La crise de dépréciation monétaire de 1989 (taux d'escompte multiplié par 22 par rapport à '88 et le 1^{er} janvier '90, institution du nouveau dinar valant 10000 anciens dinars), prémices de la crise générale de valorisation de 1990 (la production industrielle chute de 10% par rapport à '89 et la production agricole de 7%) conduit le nouveau gouvernement Markovic à accrocher le dinar au mark en mars 1990 (1 pour 7, dévalué en avril 1991 à 1 pour 13 avant l'effondrement actuel causé par la guerre). Cette décision de l'Etat central aura des effets négatifs sur les échanges Slovènes, occasionnant pour la première fois de son histoire un déficit commercial et ici aussi une chute de 10% de la production industrielle. Le recours de Belgrade à la planche à billets pour couvrir le déficit budgétaire est à la fois une conséquence et un palliatif à la dévalorisation du capital total. Le mécanisme est très grossièrement le suivant : plus de monnaie en circulation pour couvrir et accompagner les échanges, mais aussi envolée du taux d'intérêt pour réduire /arrêter la dépréciation du capital monétaire. Planche à billets et hausse du prix de l'argent sont deux aspects complémentaires de la dévalorisation de la valeur-capital.

En décembre 1990, Ljubljana réforme l'impôt direct. La révolte initialement anti-fiscaliste de la petite république riche conduira à l'adoption de lois exprimant ses propres objectifs dont la proclamation d'indépendance du 25 juin sera l'aboutissement logique. Les épisodes de la séparation se déclinent essentiellement autour de :

1. La création d'une Banque Centrale et l'institution d'un monopole monétaire.
2. La constitution d'une force armée (monopole étatique de la violence) à partir des unités de

défense territoriales et de la récupération de casernes de l'armée fédérale. Le grand avantage de la Slovénie par rapport à la Croatie est de disposer d'une population homogène à 95%, ce qui évacue le prétexte de la "sauvegarde fédérale" de minorités nationales comme cela a lieu en Croatie.

La soudaine ferveur nationaliste ne relève nullement d'une oppression particulière⁵ mais traduisait la volonté de la bourgeoisie locale de réduire les effets de la crise capitaliste mondiale en Yougoslavie : en Slovénie la production industrielle a déjà chuté de 23% entre mars 1990 et mars 1991.

En se repliant sur le territoire national, la bourgeoisie slovène déclarait la guerre économique à la Serbie (que prélevaient les boycotts respectifs des marchandises aux frontières) encore couverte de la légitimité de l'Etat fédéral. En effet, sachant que le budget fédéral est constitué pour un tiers de droits de douane et pour 8% des contributions des républiques, la double sécession atteignait la fédération en son cœur. Cette guerre, c'est la Croatie qui devra l'assumer sur le terrain après la piteuse prestation des unités fédérales en Slovénie (contingent trop hétéroclite du point de vue des nationalités, majoritairement non serbe et peu dispose au combat). Adossée à la Serbie sur des centaines de kilomètres, la Croatie indépendante de Tudjman joue dans un premier temps le registre de la guerre de libération et n'en déploie que sa caricature; elle est très éloignée du "printemps des peuples" de 1848 dont elle se targue d'en hériter la mémoire. La guerre civile capitaliste qui a lieu cristallise tous les enjeux économiques, nationaux, territoriaux et stratégiques séparant les deux républiques centrales de la défunte Yougoslavie. Ce que posait en creux les indépendances proclamées le 25 juin de la Slovénie et de la Croatie c'était aussi la viabilité d'une Grande Serbie héritière de la fédération, amputée de facto de ces deux locomotives économiques surtout si l'on tient compte que la Croatie traite les deux tiers du pétrole et du gaz naturel dans la fédération et assure également les deux tiers de la flotte commerciale. D'où la guerre des ports, considérés par la Serbie comme autant de verrous à faire sauter pour ne pas être étouffée par enfermement. L'ouverture maritime de son allié monténégrin ne lui est pas réellement profitable, puisque les chaînes montagneuses du Kotor (Montagne Noire) empêchent le déploiement d'une infrastructure de communications vers l'intérieur. Il s'agit pour la Serbie de détruire le monopole croate sur la façade adriatique et plus généralement redessiner le tracé frontalier, élargissant l'espace vital serbe (voies de communication, terres agricoles, zones industrielles stratégiques). La guerre régulière et de partisans se présente essentiellement comme une guerre de position avec le siège de villes (Vukovar, Osijek), le contrôle, l'assaut, la reprise de routes, ponts, villages enclavés ayant l'objectif de conquérir les régions serbes de Croatie⁶. Enclaves dont le rattachement agrandirait d'autant la dite "Serboslavie" que tend à constituer la bourgeoisie serbe avec l'aide de sa sœur monténégrine et en disciplinant les velléités de souveraineté, voire d'indépendance ou de sécession de la Bosnie et de la Macédoine. Le même processus d'autonomie précédemment proclamé en Krajina croate est de la sorte aussi en cours en Krajina bosniaque, majoritairement peuplée de serbes, qui s'est affranchie par référendum de l'autorité de Sarajevo avant une très probable proclamation de rattachement à la "Serbie mère".

Dérisoire dans ce contexte la supposée solidarité entre Slovènes et croates contre l'ennemi

⁵ L'on saura gré à l'écrivain Peter Handke, d'origine slovène, d'avoir très opportunément rappelé dans ce climat fétide où les nationalismes constituent l'horizon unique de toute pensée officielle, que "rien du tout jusque-là ne faisait pression dans l'histoire du peuple slovène pour qu'il se transforme en Etat indépendant. Jamais, au grand jamais, le peuple slovène n'avait eu quoi que ce soit ressemblant à un Etat national. Et l'Etat slovène ... n'avait de lui-même pas la lueur d'une idée". (Libération. 22.08.91)

⁶ Quand bien même les enclaves serbes de Krajina et Slavonie (grenier à blé et aussi riche en pétrole) obtiendraient leur sécession d'avec la Croatie, 300000 serbes résideraient toujours en territoire croate, dispersés dans les grandes villes et d'autres régions "historiquement croates". Misère du critère ethnique dans la détermination nationale des territoires qui ne préserve pas ses ressortissants des règlements de comptes sans cesse renouvelés.

commun serbe. Le premier ministre slovène Peterle déclarait le 2/2/91 que les relations avec la Croatie étaient "plus délicates" qu'avec la Serbie; et ce parce que le contentieux économique avec la Serbie portait sur les droits de douane imposés aux marchandises et ne se traduit que par un boycott réciproque des produits alors qu'avec la Croatie le contentieux concerne l'endettement non-recouvert des entreprises croates vis-à-vis de la Slovénie. Si l'on ajoute les conflits territoriaux sur l'Istrie (que l'Italie, a elle, aussi en ligne de mire) et la Medjimura, c'est bel et bien à une guerre inter-capitaliste de tous contre tous à laquelle on assiste. Les alliances ponctuelles ne coïncident jamais avec des objectifs économiques semblables à long terme.

Ainsi Franjo Tudjman, "sorte de garçon de restaurant" (Kusturica) qui aujourd'hui multiplie plaintes et appels au "concert des nations" pour secourir l'Etat croate indépendant, n'hésitait pas à déclarer au début des hostilités : ***"Le partage de la Bosnie-Herzégovine serait l'une des meilleures façons de refiler le conflit serbo-croate"*** (Le Monde 16.7.91).

Partage qui fait peu de cas des 44% de musulmans qui, en réaction, ont déclaré la souveraineté de l'Etat, premier pas vers la proclamation d'indépendance. Cela ferait de la Bosnie le champ de bataille désigné dans la perspective de la Grande Serbie (relier les villes côtières dès à présent assiégées, au centre serbe par la route). Et si les croates (17%) et les serbes (31%) de Bosnie lorgnent vers leur "mère-patrie", le Sandjak, le district musulman de Serbie pourrait pour sa part vouloir rejoindre le foyer islamique de Bosnie. Ainsi une seule certitude prévaut, celle de dépeçages sanglants au cours desquels, la grande Croatie, la Grande Serbie, l'Etat Islamique partageront ensemble le sacrifice des prolétaires.

5. LA QUESTION NATIONALE AU KOSOVO.

Dans aucune des circonstances précédemment évoquées il n'y a lieu de voir une quelconque oppression nationale qui déterminerait le brandissement de la part des communistes de mots d'ordre spécifiques. C'est à chaque fois la mobilisation des minorités nationales par les républiques voisines au service d'intérêts bourgeois particuliers. La liberté de langue, de presse, de déplacement, ne faisaient pas défaut à ces populations crédules et piégées par les chants des sirènes nationalistes.

En revanche au Kosovo, cette province du sud de la Serbie, peuplée à 90% d'albanais et dont les organes de direction dépendent directement de Belgrade, on est bien en présence d'une oppression nationale persistante classique; pour la maintenir la Serbie consacre presque un quart de son budget à la répression.

Ce constat requiert de la part des communistes une autre attitude que l'indifférence à l'égard de l'oppression spécifique des prolétaires de nationalité albanaise, voire pire, la négation de toute portée politique aux luttes qui se poursuivent depuis une dizaine d'années, à la tête desquelles la classe ouvrière albanaise a donné un cours qui a souvent heurté les intérêts de la bourgeoisie albanaise locale.

"La méthode communiste ne dit pas banalement : les communistes doivent agir en sens opposé, partout et toujours, au courant national : ce qui ne signifierait rien et serait la négation métaphysique du critère bourgeois. La méthode communiste s'oppose à ce dernier "dialectiquement" c'est-à-dire qu'elle part d'un facteur de classe pour juger et résoudre le problème national."

(A. Bordiga. Le communisme et la question nationale. 1924)

L'oppression nationale que subissent les albanais du Kosovo est un invariant de l'histoire de la Yougoslavie depuis sa formation. Vilayet de l'empire Ottoman, annexé en 1912⁷ par la Serbie qui la considère comme le berceau historique de la nation serbe, héritière du royaume médiéval de Etienne Douchan, le Kosovo était depuis plusieurs siècles déjà peuplé d'albanais qui ne sont pas slaves et descendent des illyriens.

Leur caractère ethnique spécifique déterminera leur exclusion politique de cet Etat qui se voulait l'union des slaves du sud. Aux déportations massives des années '30 vers la Turquie, a la "solution finale" du problème albanais imaginée par l'académicien serbe Cubrilovic en 1937, aux massacres par les Tchethniks, succéderont, après la deuxième guerre capitaliste mondiale et l'échec de la tentative d'annexion de l'Albanie par l'ensemble fédéral titiste, les déportations des années 49-50, la politique de répression systématique organisée au sommet par le ministre de l'intérieur de Tito, le serbe Rankovic. Les gauchistes et autres tenants auto-gestionnaires de la Yougoslavie défunte, supposée avoir mis fin aux oppressions nationales et encouragé la fraternité des peuples, salissent le drapeau de l'internationalisme en plaidant pour la variante titiste du "traitement" stalinien de la question nationale. L'autonomie octroyée par la constitution de '74 aux régions de Voïvodine (peuplée de hongrois à 40%) et du Kosovo, résulte des luttes de 1968-70 dont l'enveloppe nationale petite-bourgeoise masquait un contenu social radical : lutte contre la discrimination économique, pour les salaires, accès à l'enseignement supérieur...

La Serbie avait également voté la révision constitutionnelle de 1974 car (contrairement à ce que prétendront en 1989 Milosevic et les siens lorsqu'ils supprimeront les autonomies provinciales, y voyant une tentative d'affaiblir la Serbie menée au profit des autres républiques) elle devenait par ce biais plus forte au sein de la direction collégiale, en disposant dorénavant de trois voix. La reprise en main de mars 1989 (qui se soldera par des émeutes au Kosovo réprimées dans le sang) participait de la recentralisation de toutes les instances de décision dans la perspective de l'affrontement qui se dessinait avec la Slovénie et la Croatie sur l'avenir de la fédération. Cet épisode aura permis de vérifier l'impossibilité, voulu, du fonctionnement des institutions fédérales pendant les semaines qui ont précédé les déclarations d'indépendance du 25 juin. En comptant sur le fidèle allié monténégrin qui aligne systématiquement sa politique sur sa grande sœur de Belgrade, le "Bloc serbe" disposait de 4 voix (sur 8) empêchant longtemps l'élection du croate Stipe Mesic à la présidence tournante, avant d'en faire une fonction vide de tout contenu⁸.

La bourgeoisie albanaise du Kosovo s'était cependant servie de l'autonomie pour défendre ses intérêts locaux particuliers. Tout en se montrant incapable d'entraver l'effervescence sociale qui

⁷ L'Albanie qui naît à la même époque sur un territoire réduit à la portion congrue -la moitié de la population albanaise demeure en dehors du nouvel Etat- avec l'aval des principaux pays capitalistes européens, rencontre moins l'aspiration nationale des albanais qu'elle sert, en tant que tampon, à neutraliser les appétits impérialistes concurrents des différentes parties en conflit dans la région : Italie, Serbie, Autriche-Hongrie, Grèce, Monténégro, Bulgarie. Aujourd'hui, outre le Kosovo, les albanais sont implantés et réprimés de la même manière au Monténégro et en Macédoine où ils représentent 25 à 30% de la population. Sachant aussi que la Bulgarie revendique historiquement la Macédoine et que la Grèce se sent menacée par les visées de Skopje sur la mer Egée, c'est une autre mèche qui est en train de se consumer dans la région...

⁸ La direction collégiale de 8 membres (6 républiques et 2 provinces) élit chaque année un de ses représentants comme président. Le mécanisme a fonctionné pendant 10 ans et s'il s'est révélé impuissant à prévenir puis à solutionner la crise de régime politique, l'explication n'est pas à rechercher dans l'absence d'un chef charismatique, et la sacralisation implicite de la figure de Tito, mais bien dans les conditions matérielles, à savoir le point de non retour atteint dans l'autonomisation d'entités capitalistes clairement distinctes et chacune régie par une dynamique d'accumulation propre. Le modèle fédéral fonctionne tant que les différentes bourgeoisies admettent la nécessité de traiter des matières en commun. Une fois qu'elles sont saisies par la fièvre très prosaïque de l'indépendance, même les constructions politiques les plus byzantines ne peuvent manquer d'éclater.

aura culminé en mars '81, en plein durant la crise de valorisation, dans des grèves, des manifestations et des émeutes insurrectionnelles. L'accusation d'irrédentisme qui aurait été l'âme de ces journées de lutte permettra surtout de légitimer la répression de masse au nom de la pérennité de l'ensemble fédéral. Cela était d'autant plus facile qu'elle s'appliquait à une "minorité nationale", non slave de surcroît. Répression avant tout exercée contre les ouvriers qui par leurs grèves étendues, ont donné l'ossature du mouvement et sérieusement réduit l'approvisionnement des industries de Serbie et de Slovénie en matières premières. Contre la petite bourgeoisie intellectuelle qui avait progressé en nombre dans les années '70 (l'université de Prishtina créée en 1968 est la plus peuplée de Yougoslavie avec 40.000 étudiants) et n'avait aucune perspective d'avenir, cultivant son identité nationale comme refuge réactionnaire. Contre les dirigeants enfin, aujourd'hui convertis en martyrs de la nation opprimée alors qu'ils payaient précisément leur corruption et leur faillite dans la mission de maintien de l'ordre. L'oppression nationale s'exprime par un salaire différencié comparé à celui des ouvriers serbes exécutant les mêmes tâches, la ségrégation à l'embauche, le licenciement des ouvriers albanais qui ne font pas allégeance au drapeau serbe... A cela s'ajoutent la négation des modes de vie et d'expression d'expression spécifiques (habitat, langue, religion), les vexations et la terreur exercée contre les miliciens albanais dans les unités fédérales. Tout cela fait du Kosovo une poudrière où la question sociale est intimement liée aux résidus historiques de la question nationale. Ce constat exige des communistes une attitude tactique toute autre que celle de dénonciation de toute légitimité appliquée aux revendications nationales bourgeoises des Slovènes, des croates, des serbes ou autres. La revendication autonomiste n'est évidemment pas la bonne solution pour le prolétariat de la petite nationalité albanaise. Au contraire, elle constituerait un pas en arrière pour sa lutte classiste car elle permettrait, si exaucée dans le cadre du régime capitaliste (toutes choses égales, par ailleurs très improbable), de ramener pendant un temps dans l'unité nationale et à la discipline du travail salarié une fraction pourtant combative de la classe ouvrière mondiale. Néanmoins, la réalité palpable de l'oppression du prolétariat albanais, à distinguer rigoureusement de la concurrence entre bourgeoisies albanaise et serbe, ne peut pas laisser le mouvement communiste indifférent. Contre toute discrimination ethnique, religieuse, sexuelle ou autre, la réponse réside dans la mise en avant d'objectifs tenant à tous les aspects de la condition ouvrière; autrement dit il faut tenir compte aussi bien de l'exploitation capitaliste que de l'oppression nationale des albanais sur le lieu de travail et dans la société civile. A titre d'exemple on peut songer à la lutte pour la reconnaissance de la langue des albanais comme étant "égale en droit" à celle des serbes. Toutefois ce combat doit toujours être subordonné et dirigé par la lutte économique et politique de la classe exploitée contre le mode de production dominant par-delà les frontières et les appartenances nationales. L'idée force du communisme orthodoxe est toujours la même : seuls l'affrontement de classe, la confrontation poussée à son comble entre le MPC et le prolétariat porteur du projet révolutionnaire d'une société sans classes et sans exploitation, délivreront l'humanité de toutes discriminations et oppressions. Seule la dictature internationale des soviets saura instaurer l'égalité complète entre les hommes.

"Par l'emploi du principe personnel au lieu du principe territorial, les nations seront reconnues en tant qu'organisation à qui échoit dans le cadre de l'état la charge de tous les intérêts culturels de la communauté nationale. Ainsi chaque nation obtient le pouvoir juridique de relier ses affaires de façon autonome, même la où elle est en minorité. Aucune nation ne se trouve ainsi dans la sempiternelle obligation de conquérir et de préserver le pouvoir dans la lutte pour exercer une influence sur l'Etat."

(Pannekoek. Lutte de classe et nations. UGE. 1977. R 184)

L'impasse du mythe communautaire albanais se vérifie paradoxalement au cœur même de l'Etat

national albanais et de son actuel écroulement après 45 ans d'une impossible autonomie vis-à-vis du marché mondial. L'"identité" nationale, évoquée sans répit par la bourgeoisie locale comme prétexte de tous les sacrifices, est aujourd'hui reniée par une population qui est toute disposée à "devenir italienne" pourvu que ses conditions de vie s'améliorent. Un mythe n'a fait que chasser l'autre à l'image des tragiques exodes de milliers d'albanais et de la cruelle fin de non-recevoir de la vile bourgeoisie italienne qui veut bien exercer une tutelle sur l'économie albanaise, exporter marchandises et crédits, mais fait clairement savoir qu'il n'est pas question d'importer la turbulente force de travail albanaise. Encore moins bienvenus sont les naïfs en quête d'Eldorado de la consommation dans le prétendu "Bel paese". Opprimés, les albanais du Kosovo défendent par réaction une "identité" puisée dans l'histoire de l'arriération de ce petit peuple dont leurs "conationaux de l'intérieur" ne veulent plus, n'ayant déjà que trop goûté les fruits amers de l'indépendance. Les premiers se considèrent irréductiblement albanais tandis que les seconds se bercent d'illusions sur un Occident prodigue, malgré et souvent contre les luttes ouvrières très radicales qui ont émaillé ces derniers mois la chute du stalinisme. La division des rangs prolétariens s'opère ainsi au sein même des "communautés nationales", en l'occurrence albanaise. S'ajoute à ceci l'orientation économique de Tirana non seulement vers l'Italie mais aussi l'Allemagne et la Croatie qui sont les adversaires de la Serbie, alors que le Kosovo est fortement imbriqué à Belgrade. La base économique capitaliste n'est donc pas de nature à favoriser l'unification du prolétariat albanais. Seul un mouvement ouvrier révolutionnaire au sein duquel serbes, albanais de l'extérieur et de l'intérieur etc., pourraient évoluer ensemble dans la direction de la lutte contre le capital et pour l'émancipation du travail salarié, où, en particulier les exploités serbes devraient, parce qu'issus de la nationalité dominante de la région, les premiers se désolidariser de leur propre bourgeoisie et proposer leur fraternisation aux prolétaires des autres nationalités, aurait la faculté d'amorcer le dépassement des discriminations et des luttes nationales.

6. LES PERSPECTIVES INTERNATIONALES DE LA CRISE EN YUGOSLAVIE.

Succombant aux coups décisifs des crises de 1986 et 1990-91, la Yougoslavie ne manque pas, dans sa ruine, de susciter des réactions très diversifiées parmi les différentes bourgeoisies étrangères en concurrence dans cette zone du marché mondial, conformément à leurs intérêts respectifs. La région balkanique est profondément déstabilisée : mouvements de centaines de milliers de réfugiés, fermeture des marchés locaux fragmentant l'espace économique, navigabilité du Danube, cette artère vitale de l'Europe Centrale, réduite à zéro sur sa portion yougoslave. Aussi décisive est la paralysie des axes de communication classiques : la Grèce n'est plus reliée par voie de terre à ses partenaires de la communauté européenne, le trafic est en grande partie détourné sur les voies maritimes, avec un surcroît de coût. Citons encore le blocage de Rijeka qui, avec Hambourg, est le deuxième port de transit de marchandises vers la Hongrie.

Les Etats voisins émettent des revendications, si pas encore trop ouvertement territoriales, du moins sur leur droit de regard quant à la "protection" de "leur" communauté ethnique en Yougoslavie. Il en va de la sorte de la Hongrie dont le premier ministre Antall a recours aux subtilités juridiques du droit international au sujet de la Voïvodine. Cette dernière, qui appartenait anciennement à l'Autriche-Hongrie, a été annexée par la Yougoslavie lors de sa fondation, a déclaré le premier hongrois. En cas de dislocation de la Yougoslavie, les serbes, selon lui, ne pourraient donc prétendre en hériter. De là aussi le fait que toutes ses actions sont présentées par Belgrade comme l'œuvre de l'Etat fédéral dont il endosse la légitimité autant que sa continuité; et

ce malgré les sécessions, considérées comme des actes d'hostilité à la Yougoslavie. Cette revendication de la pérennité yougoslave, quand bien même seule la Serbie alliée au Monténégro en assume la responsabilité, n'est certes pas innocente. Elle rencontre les préoccupations, et partant peut compter sur la compréhension, voire le soutien, de toute une série d'Etats capitalistes.

En vérité le positionnement des principaux pays capitalistes est inverse à celui constaté à l'époque de la campagne d'Irak⁹. Les interventionnistes d'hier sont les "neutralistes" et même les "pacifistes" d'aujourd'hui. A commencer par les Etats-Unis, sur lesquels s'aligne traditionnellement la Grande-Bretagne, qui craignent l'avance de l'Allemagne et la dispersion de la dette et donc la plus grande difficulté de remboursement qu'entraînerait le morcellement de la fédération yougoslave en divers petits Etats indépendants.

Cette réticence à intervenir dans le conflit inter capitaliste yougoslave et la volonté de recouvrer le statu quo ante (intégrité territoriale du pays) satisfait également la position centraliste des organes financiers internationaux, inspirateurs des plans de réforme de 1983 et 1989¹⁰.

Quant à la France, elle est un allié traditionnel de la Serbie et, en principe, n'est donc pas favorable à un éclatement. Cependant le conflit actuel la place face à l'Allemagne qui est fortement engagée du côté des indépendances Slovène et croate qui entérineraient sa prééminence sur cette aire de marché. La France doit donc composer avec la nécessité de ne pas heurter de front la nouvelle Allemagne qui représente son principal marché extérieur et son plus important importateur, d'autant plus qu'il lui faut préserver les faveurs de Bonn afin d'accéder au marché de l'ex-RDA (la France est actuellement le premier investisseur étranger dans les cinq länder de l'ancienne RDA)¹¹. Pourtant, la Yougoslavie est après la Russie le deuxième partenaire de la France dans l'aire slave (l'essentiel de ses échanges se faisant de surcroît avec la république de Serbie).

D'où les tours de valse diplomatiques de Paris qui joue la durée, étudie les possibilités de compromis, laisse les conférences de paix s'épuiser d'elles-mêmes en quête d'aléatoires cessez-le-feu, espère du facteur temps une décantation des événements ...et organise concerts, aides et visites humanitaires du croque-mort des nationalités opprimées, Bernard Kouchner. Les événements de Yougoslavie témoignent que l'Allemagne a définitivement quitté le rôle de nain politique et militaire sur la scène internationale dans lequel on l'avait enfermée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Autre partisan du centralisme yougoslave, la Russie, travaillée de forces centrifuges, est confrontée (et ce à une puissance démultipliée) au même problème périlleux de définir les modalités d'une "nouvelle union d'Etats souverains". La Russie a ainsi refusé (tout comme la Chine) d'appliquer un embargo sur les livraisons pétrolières à la Serbie (60% de son approvisionnement), seule mesure de rétorsion vraiment efficace à l'égard de son économie et de son armée (cf. la bataille autour de Sisak en territoire croate pour le contrôle du terminal pétrolier).

⁹ Cf. MC N°2 "De l'annexion du Koweït à la campagne d'Irak. Evaluations et prospective", au chapitre II : "Scénarios pour un massacre annoncé".

¹⁰ Il est utile de signaler que le président de la république serbe Slobodan Milosevic, souvent présenté comme le dernier "communiste", a fait ses classes dans les milieux industriels, dirigeant par la suite la Banque de Belgrade. Ceci l'amènera à travailler avec les grands organismes de la finance internationale (FMI, Banque Mondiale) dont il s'est inspiré pour concevoir les directives de son programme économique. Ainsi s'explique aussi son centralisme yougoslave.

¹¹ Pour le prouver il suffit de laisser la parole au ministre Serbe des Affaires Etrangères Mr Vladislav Jovalovic qui dans un interview accordé au quotidien Le Monde du 15/01/92 affirme :

"Pour la France, la Yougoslavie n'est pas un dossier prioritaire. L'une de ses priorités absolues, ce sont ses relations avec l'Allemagne et nous le comprenons... La France est particulièrement chère aux Serbes et reste profondément ancrée dans nos cœurs, mais sa politique hésitante nous a déçu. Mais le président Mitterrand est une exception puisqu'il s'est rangé personnellement à plusieurs reprises du côté de la légalité, ce que nous apprécions beaucoup."

La crise yougoslave aura aussi porté des nouveaux coups très rudes au mythe d'une Europe commune, supranationale, cohérente dans ses alliances, dotée d'une force de frappe et d'intervention militaire adéquate. Le chacun pour soi, certes pondéré hypocritement afin de maintenir une unité de façade, l'a emporté sur les élans fraternels d'une soi-disant maison commune. Avec la crise, la tendance au repli de chaque section nationale du capital social mondial va s'accroître ainsi que les antagonismes dans les zones de frottement et de concurrence.

"L'Occident n'a aucun intérêt à favoriser la sécession des républiques qui pourrait mettre à mal le difficile équilibre européen.

Les nombreuses tentatives des gouvernements croate et slovène lors de leurs contacts avec les gouvernements occidentaux ont prouvé qu'aucune aide concrète, ni économique, ni militaire, ne leur serait accordée par les occidentaux dans le cas d'une sécession pure et simple de la Slovénie et de la Croatie".

(Le démantèlement de la Yougoslavie et l'équilibre européen, in Nouvelle Europe n° 4. Janvier 1991. p. 39)

Les partisans d'une intervention armée internationale rapide afin de bloquer l'avancée serbe et entériner les nouveaux contours frontaliers, et qui se battent pour la reconnaissance effective des Etats Croate et Slovène, sont, aux cotés de l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et plus marginalement l'Albanie.

Les partisans du "dialogue", de la sagesse, du "non recours à la force" et de la "non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers", d'une "paix juste et négociée" etc..., tels la France, la GB, l'URSS, les USA, la Chine et la Grèce, oeuvrent, eux, en réalité, pour gagner du temps susceptible de favoriser la plus grande pénétration serbe dans les lignes croates et dans les républiques voisines. Sur les délais et les modalités de l'intervention de l'ONU se joue donc la partie feutrée pour ou contre la Yougoslavie, pour ou contre son éclatement entre les principaux pays capitalistes mais on peut aussi apercevoir l'ombre large du conflit inter capitaliste prochain. Il y a bien une verticale qui, passant de Berlin à Zagreb, définit la ligne de fracture future du marché capitaliste mondial, enjeu prolétarien décisif de la reprise révolutionnaire. Cette ligne de partage rappelle une nouvelle fois le rôle décisif de l'Allemagne tant par rapport à la crise catastrophique du capital que par rapport au réveil historique du prolétariat allemand, en charge de faire la liaison entre le mouvement révolutionnaire de l'Europe Occidentale et Orientale. C'est d'ailleurs pourquoi la concurrence meurtrière entre prolétaires de Yougoslavie, s'alignant derrière leurs bourgeoisies respectives, est profondément dramatique et ne manquera pas de laisser de vives cicatrices au sein de cette section de la classe ouvrière. Dès lors le scénario de l'enlisement doit être considéré par la classe prolétarienne comme la pire des issues, et ce à l'exact opposé de la guerre d'Irak. Les chants de sirène nationalistes ont trouvé un écho important auprès des ouvriers de la région, épuisés et découragés malgré des années de luttes défensives intenses qui aujourd'hui peut-être, leur paraissent inutiles. Incapables de surmonter dans le combat classiste la division entre nationalités et communautés, retranchés dans le localisme, passifs face à la généralisation des foyers d'affrontement armé inter-bourgeois, les ouvriers aliénés cherchent le salut dans la constitution de mini-Etats. Le conflit serbo-croate est, aussi tragique que soit ce constat, bel et bien "populaire"¹². Même à considérer les rares manifestations anti-guerre pacifistes, celles-ci demeurent

¹² Certaines informations font état de désertions qui vont en s'amplifiant contre la mobilisation guerrière. Ces actes individuels manifestent certes une ébauche de fissuration du consensus nationaliste belliqueux mais sont finalement totalement impuissants. Ils sont également l'expression du recul politique du prolétariat incapable à l'heure actuelle de brandir la seule arme véritablement efficace : le défaitisme révolutionnaire des deux côtés du front s'appuyant sur l'armement de masse des classes exploitées.

marginales par rapport au cours belliciste dominant et sont, de par leur nature petite-bourgeoise, incapables d'entraver l'élan patriotique qui fait des ravages jusque dans les milieux de l'émigration ou sont actifs les militants du "parti du droit" d'une part et les nostalgiques tchetniks de l'autre. Ces formations politiques bourgeoises contaminent les sections prolétariennes du coeur de l'Europe avec le poison nationaliste. Le prolongement dans le temps et dans l'espace du conflit ne peut qu'aggraver cette division. Seul le défaitisme révolutionnaire des deux côtes du front, le refus de toutes les bannières nationalistes et la reprise des luttes dans les usines, dans les centres urbains contre les sacrifices dus à la guerre et à la crise, permettront d'arrêter le fractionnement de la classe ouvrière des Balkans, et d'amorcer une riposte unitaire contre la bourgeoisie.

"La multiplicité des langues est certes également un fait matériel et technique, mais c'est surtout les bourgeois et leurs cohortes de plumitifs qu'elle ennuie souverainement; les internationalistes modernes que nous sommes et les travailleurs ployant sous les entreprises négrières du capital, n'hésiteront pas à rappeler que la première grève fut celle de la Tour de Babel."

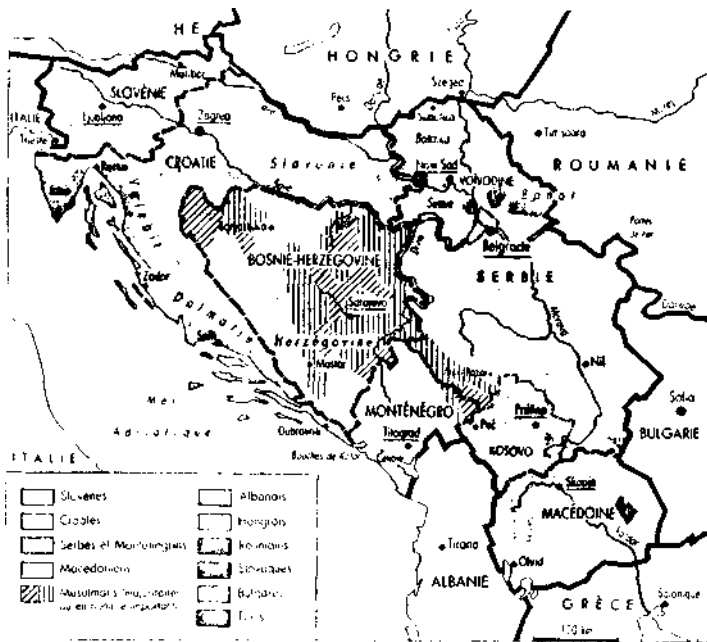
(Bordiga. Le prolétariat et Trieste in Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste. Ed. Prométhée. 1980. R 157).

Tandis que la situation yougoslave donne la mesure de la crise économique qui frappe tous les pays de l'Europe Orientale et dont les inévitables échéances sociales inquiètent la bourgeoisie, les communistes doivent dénoncer sans relâche les pièges du nationalisme en mettant en avant la communauté d'intérêts de tous les ouvriers par-delà les origines nationales, religieuses, raciales etc...

Dans son second rapport de 1991, la commission économique pour l'Europe des Nations Unies note qu'"il est probable que les troubles sociaux augmenteront en 1992". Elle souligne que "le déclin de la production en Europe de l'Est et en Union soviétique est d'une telle ampleur qu'il serait approprié de parler de dépression" et conclut qu'"il y a de plus en plus d'indices montrant que les limites de l'endurance se rapprochent". Ce constat lucide opéré par l'ennemi de classe doit servir à l'armement théorique des ouvriers, afin qu'ils se lancent dans la bataille avec les armes politiques du communisme. C'est avec d'autant plus de force que nous clamons la devise classique du mouvement ouvrier que le stalinisme avait tenté de confisquer : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

"Toute Question nationale se greffe sur des antagonismes capitalistes et dans ce sens son croisement avec le cours révolutionnaire est une impossibilité absolue puisqu'elle se substitue à lui et la guerre où elle aboutit est précisément la variante capitaliste à des situations où objectivement peut se poser le problème révolutionnaire "

(Bilan n° 14. Le problème des minorités nationales. Dec. '34-Jan. '35).



Source : Atlas des peuples d'Europe Centrale. Ed. La Découverte. 1991.